

- La gestion des réseaux WAN autres que Hilde;
- La définition des utilisateurs au niveau système (création des utilisateurs et définition de leurs droits d'accès au niveau système) - la définition des droits d'accès au niveau des applications relève quant à elle exclusivement de la responsabilité des gestionnaires fonctionnels;
- Gestion des infrastructures télématiques locales (hors infrastructures opérationnelles).

3.2.3. Assistance technique et formation des utilisateurs

3.2.4. Architecture de l'infrastructure télématique dans les zones

Afin de maintenir la cohérence des dossiers reprenant la description de l'architecture télématique des zones, le gestionnaire technique local s'engage à communiquer dans les plus brefs délais toute modification structurelle apportée à cette architecture locale.

- Het beheer van WAN-netwerken, andere dan Hilde;
- Het definiëren van gebruikers binnen het systeem (creatie van gebruikers en bepaling van hun toegangsrechten) - de bepaling van toegangsrechten op het niveau van de toepassingen, voor zover enkel hij daarvoor bevoegd is in plaats van de functionele beheerder.

— Beheer van lokale telematische infrastructuur (buiten operationele infrastructures).

3.2.3. Technische bijstand en opleiding van gebruikers verzekeren;

3.2.4. Architectuur van de telematica-infrastructuur binnen de zones

Teneinde de coherentie te handhaven van de dossiers die de beschrijving van de telematica-architectuur van de zones weergeven, engageert de lokale technische beheerder zich om zo spoedig mogelijk elke aangebrachte structurele wijziging aan de lokale architectuur mee te delen.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2007/09439]

### Règlement d'ordre intérieur du centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le règlement d'ordre intérieur détermine, dans le respect des différentes missions de l'autorité fédérale et des communautés, les conditions de vie, les contacts extérieurs, le statut, le droit disciplinaire et le droit des plaintes des jeunes placés dans le centre.

§ 2. Les dispositions prévues au § 1<sup>er</sup> sont valables de façon uniforme pour tous les jeunes séjournant dans le centre.

**Art. 2.** Dans les limites de sa mission sécuritaire, l'autorité fédérale mène une politique de facilitation en ce qui concerne la mission pédagogique des communautés.

Le Comité de direction détermine à cet effet la coordination et la planification des diverses activités des groupes et des contacts extérieurs des jeunes.

**Art. 3.** Le Comité de direction établit un règlement relatif à son fonctionnement.

#### CHAPITRE II. — Accueil

**Art. 4.** Lors de son arrivée, le jeune est inscrit dans le registre par le personnel fédéral. Celui-ci prend note de l'identité de l'avocat du jeune, lui fait part de son droit à communiquer librement avec son avocat et lui fait signer un document à cet effet. Le jeune reçoit un exemplaire de ce document.

**Art. 5.** Le jeune reçoit à son arrivée une brochure d'accueil rédigée dans une des langues nationales choisie par lui. Cette brochure doit comporter au moins : les articles 37 et 40 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, les règles à respecter quand on vit au centre, ses droits procédurales, l'adresse et les compétences de la « Kinderrechtencommissaris » et du « Délégué général aux droits de l'Enfant » et la manière dont on peut s'en servir en vue de déposer une plainte pour violation des droits du jeune.

**Art. 6.** Le jeune a droit à un coup de téléphone gratuit pour avertir de son arrivée au centre.

**Art. 7.** Le personnel pédagogique avertit dans les 24 heures, sauf cas de force majeure, les parents du jeune de son arrivée au centre. Si cela est impossible, les membres de la famille du jeune sont avertis de son arrivée dans le centre. Le personnel pédagogique informe également le jeune du fait que dans les cinq jours une rencontre sera organisée avec le juge de la jeunesse pour faire connaître les attentes des parties.

**Art. 8.** Chaque jeune reçoit à son arrivée un kit de première nécessité avec du savon, de la pâte dentifrice et une brosse à dents.

**Art. 9.** Le jeune est vu, au plus tard le jour suivant son arrivée, par le directeur pédagogique concerné ou son délégué et par le directeur fédéral ou son délégué.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2007/09439]

### Huishoudelijk reglement van het centrum voor voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** § 1. Het huishoudelijk reglement bepaalt, met inachtneming van de onderscheiden missies van de federale overheid en van de gemeenschappen, de leefomstandigheden, de externe contacten, de rechtspositie, het tucht- en klachtenrecht van de in het centrum geplaatste jongeren.

§ 2. De bepalingen onder § 1 gelden op uniforme wijze voor alle in het centrum verblijvende jongeren.

**Art. 2.** Binnen de grenzen van haar veiligheidsopdracht voert de federale overheid een faciliterend beleid inzake de pedagogische missie van de gemeenschappen.

Het directiecomité bepaalt daarbij de coördinatie en planning van de diverse activiteiten van de leefgroepen en de externe contacten van de jongeren.

**Art. 3.** Het Directiecomité stelt een reglement op aangaande haar werking.

#### HOOFDSTUK II. — Onthaal

**Art. 4.** Bij zijn aankomst wordt de jongere in het inschrijvingsregister opgenomen door het federaal personeel. Deze neemt nota van de identiteit van de advocaat van de jongere en meldt hem het recht op vrije communicatie met zijn advocaat en laat hem hiertoe een document ondertekenen. De jongere krijgt een exemplaar van dit document.

**Art. 5.** De jongere ontvangt bij zijn aankomst een onthaalbrochure in een door hem gekozen landstaal. Deze brochure dient minstens te bevatten : art. 37 en 40 van het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind, de leefregels van het centrum, zijn procedurele rechten, het adres en de bevoegdheden van de Kinderrechtencommissaris en de Délégué général aux droits de l'enfant en de wijze waarop deze kan gevat worden met het oog op een klacht inzake schending van de rechten van de jongere.

**Art. 6.** De jongere heeft recht op een gratis telefoon ter verwittiging van zijn aankomst in het centrum.

**Art. 7.** Het pedagogisch personeel verwittigt binnen de 24 uur en behoudens overmacht de ouders van de jongere van zijn aankomst in het Centrum. Indien onmogelijk worden de familieleden van de jongere van zijn aankomst in het centrum verwittigd. Het stelt eveneens de jongere in kennis van het feit dat binnen de vijf dagen een ontmoeting met de jeugdrechter georganiseerd zal worden om de verwachtingen van de partijen kenbaar te maken.

**Art. 8.** Elke jongere ontvangt bij zijn aankomst een basispakket met zeep, tandpasta en een tandenborstel.

**Art. 9.** De jongere wordt uiterlijk de dag volgend op zijn aankomst gezien door de desbetreffende pedagogische directeur of zijn gemachtigde en door de federale directeur of zijn gemachtigde.

**Art. 10.** Lors de son arrivée, les objets qui sont à ce moment-là en possession du jeune sont contrôlés. Ses pièces d'identité sont conservées dans son dossier au greffe. Il reçoit, après contrôle, les objets qui sont admis dans la chambre. Les autres objets sont conservés par le centre et rendus lors d'un transfert ou de la fin du placement.

### CHAPITRE III. — *Contacts extérieurs*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Sauf instructions contraires du juge de la jeunesse, le jeune est libre de correspondre par écrit avec les personnes de son choix.

§ 2. Le contrôle de la correspondance entrante ou sortante pour les jeunes se fait par le personnel fédéral. L'identité des personnes avec lesquelles aucune correspondance ne peut être échangée doit figurer à cet effet dans le dossier du jeune au greffe.

§ 3. Le contrôle de la correspondance entrante par le personnel fédéral a pour objet d'éviter l'introduction dans le centre d'objets interdits et ne comporte que la vérification du contenu matériel de la correspondance. La correspondance est ensuite remise au personnel pédagogique.

Le nom de l'expéditeur doit être mentionné de façon claire et complète (nom + adresse). Si c'est nécessaire, on peut, pour l'identification de l'expéditeur et uniquement dans ce but, prendre connaissance du contenu de la lettre. Une correspondance non autorisée est remise au juge de la jeunesse via la direction pédagogique.

§ 4. En ce qui concerne la correspondance sortante, on peut, dans des cas individuels, pour des raisons de sécurité, décider de tenir la correspondance du jeune à la disposition du juge de la jeunesse. Le jeune est informé de cette mesure, de la durée et des raisons de celle-ci.

§ 5. Le jeune peut, à tout moment et sans contrôle, échanger une correspondance avec les instances ou personnes suivantes :

— le Roi et la Reine;

— les présidents des Chambres Législatives, le président du Parlement flamand, le président du Parlement de la Communauté française, le président du Parlement wallon, le président du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et le président du Parlement de la Communauté germanophone;

— les Ministres fédéraux et les Secrétaires d'Etat, les Ministres et Secrétaires d'Etat des Gouvernements des Communautés et Régions;

— le juge de la jeunesse et autres autorités judiciaires;

— le service social près le tribunal de la jeunesse;

— le Kinderrechtencommissaris et le Délégué général aux droits de l'enfant;

— l'avocat;

— les fonctionnaires dirigeants mentionnés à l'article 34 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté germanophone, la Communauté française et la Communauté flamande relatif au centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

— les membres du Comité de direction du centre;

— le président du Comité européen de prévention de la torture et des traitements ou peines inhumaines ou dégradantes;

— le médiateur fédéral et les médiateurs des différentes communautés;

— les agents diplomatiques ou consulaires de son pays si le jeune est de nationalité étrangère.

§ 6. Lors d'une fouille de la chambre du jeune, la correspondance qui n'est pas encore partie et qui est fermée peut être ouverte en présence du jeune.

§ 7. Si le jeune ne dispose pas d'argent sur son compte, les frais d'expédition de la lettre sont supportés par l'autorité fédérale.

**Art. 10.** Bij zijn aankomst worden de voorwerpen die op dat moment in het bezit zijn van de jongere gecontroleerd. Zijn identiteitsstukken worden in bewaring gehouden in zijn dossier op de griffie. Hij krijgt na controle de voorwerpen die op de kamer zijn toegelaten. De andere voorwerpen worden door het centrum in bewaring gehouden en meegegeven bij overbrenging of bij vrijlating.

### HOOFDSTUK III. — *Externe contacten*

**Art. 11.** § 1. Behoudens andersluidende beperkingen van de jeugdrechter kan de jongere schrijven naar wie hij wil.

§ 2. De controle op de in- en uitgaande briefwisseling voor de jongeren gebeurt door het federaal personeel. De identiteit van de personen met wie geen briefwisseling mag gevoerd worden, dient daartoe in het dossier van de jongere op de griffie aanwezig te zijn.

§ 3. De controle op de inkomende briefwisseling door het federaal personeel heeft tot doel het in het centrum binnenbrengen van verboden voorwerpen te vermijden en behelst enkel het verifiëren van de materiële inhoud van de briefwisseling. De briefwisseling wordt vervolgens aan het pedagogisch personeel gegeven.

De afzender dient duidelijk en volledig (naam + adres) vermeld te zijn. Indien nodig kan voor identificatie van de afzender en enkel met het oog hierop, kennis genomen worden van de inhoud van de brief. Niet toegestane briefwisseling wordt via de pedagogische directie overgemaakt aan de jeugdrechter.

§ 4. Aangaande uitgaande briefwisseling kan in individuele gevallen om veiligheidsredenen beslist worden om de briefwisseling van de jongere ter beschikking van de jeugdrechter te houden. De jongere wordt ingelicht van deze maatregel, van de duur ervan en van de beweegredenen ertoe.

§ 5. De jongere kan ten allen tijde en zonder controle correspondentie voeren met de volgende instanties of personen :

— de Koning en de Koningin;

— de voorzitters van de Wetgevende Kamers, de voorzitter van het Vlaams Parlement, de voorzitter van de Franse Gemeenschapsraad, de voorzitter van de Waalse Gewestraad, de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de voorzitter van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap;

— de Federale Ministers en Staatssecretarissen, de Ministers en Staatssecretarissen van de Gewesten en Gemeenschapsregeringen;

— de Jeugdrechter en andere rechterlijke overheden;

— de Sociale dienst bij de jeugdrechtbank;

— de Kinderrechtencommissaris en de Délégué aux droits de l'enfant;

— de advocaat

— de leidende ambtenaren, vernoemd in art. 34 van het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het gesloten centrum voor voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

— de leden van het Directiecomité van het centrum;

— de voorzitter van het Europees Comité ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing;

— de federale ombudsman en de ombudsman van de onderscheiden gemeenschappen

— de diplomatieke of consulaire ambtenaren van zijn land indien de jongere van vreemde nationaliteit is.

§ 6. Bij een fouille van de kamer van de jongere mag nog niet vertrokken en gesloten briefwisseling in aanwezigheid van de jongere geopend worden.

§ 7. Indien de jongere over geen geld op zijn rekening beschikt, worden de kosten voor het verzenden van de brief gedragen door de federale overheid.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Sauf les exceptions prévues au § 4 du présent article, chaque jeune reçoit une visite à table. La visite à table se poursuit dans la salle de visite prévue à cet effet. Le nombre de visiteurs s'élève à cinq personnes maximum.

Dans des cas individuels, à la demande des communautés et en concertation avec l'autorité fédérale, une visite familiale individuelle peut être organisée dans la salle de visite.

§ 2. Le jeune a trois fois par semaine la possibilité de recevoir une visite d'une heure. Les heures de visite dans l'institution sont fixées par le Comité de direction et communiquées au jeune. La visite d'avocats n'est pas limitée et, dans les heures d'ouverture du centre, n'est pas liée à un horaire fixe.

§ 3. Sauf instructions contraires du juge de la jeunesse, sont admises sans plus, les personnes suivantes dont la parenté est prouvée : les parents et grands-parents, frères et sœurs, oncles et tantes, tuteur et protuteur. Ils doivent apporter la preuve de leur identité.

Les autorisations de visite pour d'autres personnes sont données en concertation mutuelle avec les services des communautés. S'il s'agit de personnes majeures, celles-ci devront soumettre un certificat de bonne conduite, vie et mœurs, l'autorisation de visite peut y être subordonnée. Ces autorisations font partie du dossier administratif du jeune, qui se trouve au greffe. De telles autorisations seront portées à la connaissance du portier du centre par le directeur fédéral ou son délégué en vue de leur exécution. Des règlements spécifiques pour les visites – par exemple la répartition du nombre de visites hebdomadaires pour donner aux parents séparés la possibilité de rendre visite à leur enfant – seront appliqués à la demande des communautés de la même façon que mentionnée ci-dessus.

§ 4. Dans des cas exceptionnels, si la visite à table n'est plus justifiée mais que le contact reste quand même opportun, une visite derrière une vitre peut être imposée temporairement.

§ 5. Après le contrôle à l'entrée, les visiteurs attendent le début de la visite dans la salle d'attente. Ils sont invités par le personnel fédéral au début de la visite. La visite se poursuit dans la salle de visite. Les visiteurs entrent dans la salle de visite via l'entrée prévue à cet effet pour eux. Les jeunes ne peuvent entrer dans la salle de visite qu'après que la porte des visiteurs a été refermée. A leur tour, les visiteurs ne peuvent quitter la salle de visite après la visite qu'après que les jeunes ont quitté la salle.

§ 6. Pendant la visite, le personnel fédéral est présent mais tout contrôle auditif est exclu. L'accès à la salle de visite du personnel des communautés en vue du contact entre les jeunes et leurs visiteurs se fait via l'entrée prévue pour les jeunes, si ceux-ci sont déjà présents dans la salle de visite.

§ 7. Dans la salle de visite les visiteurs ne peuvent rien remettre au jeune. Des boissons et des friandises peuvent être obtenues contre paiement. Les visiteurs qui le souhaitent peuvent apporter pour le jeune auquel ils rendent visite des vêtements, des journaux, des cassettes transparentes ou des cd autorisés. Ceux-ci sont remis au portier et, après contrôle, au jeune en question; les journaux sont donnés au personnel pédagogique. L'argent peut être remis par les visiteurs à la comptabilité ou être versé au compte du jeune.

§ 8. Après la visite à table on fouille chaque jeune qui a reçu de la visite.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Sauf instructions contraires du juge de la jeunesse, il est permis de téléphoner aux : parents, grands-parents, frères et sœurs, oncles et tantes, tuteur, protuteur, conseiller du service social auprès du tribunal de la jeunesse, délégué du service de protection judiciaire et avocat.

Les conversations téléphoniques avec d'autres personnes sont réglées en concertation mutuelle avec les communautés.

**Art. 12.** § 1. Behoudens de uitzonderingen bepaald in § 4 van dit artikel, krijgt iedereen bezoek aan tafel. Het bezoek aan tafel gaat door in de daartoe voorziene bezoekszaal. Het aantal bezoekers bedraagt maximaal vijf personen.

In individuele gevallen kan op vraag van de gemeenschappen en in overleg met de federale overheid een individueel familiebezoek georganiseerd worden in de bezoekszaal.

§ 2. De jongere heeft driemaal per week de mogelijkheid tot het krijgen van een uur bezoek. De tijdstippen van het bezoek in de inrichting worden vastgelegd door het Directiecomité en medegeedeeld aan de jongere. Het bezoek van advocaten is niet gelimiteerd en is, binnen de openingsuren van het centrum, niet aan een vaste uurregeling gebonden.

§ 3. Behoudens andersluidende instructies van de jeugdrechter zijn zonder meer toegelaten de volgende personen van wie de verwantschap bewezen is : de ouders en grootouders, broers en zussen, ooms en tantes, voogd en provoogd. Zij dienen hun identiteitsbewijs voor te leggen.

Bezoektoelatingen voor andere personen gebeuren in onderling overleg met de diensten van de gemeenschappen. Indien het daarbij over meerderjarige personen gaat zullen deze een bewijs van goed gedrag en zeden dienen voor te leggen waarvan de bezoektolating afhankelijk kan gesteld worden. Deze toelatingen maken deel uit van het administratief dossier van de jongere in kwestie dat zich op de griffie bevindt. Dergelijke toelatingen zullen door de federale directeur of zijn gemachtigde ter uitvoering ter kennis gebracht worden aan de portier van het centrum. Specifieke bezoekregelingen – b.v. het verdelen van het aantal weekbezoeken om gescheiden ouders elk de kans te geven hun kind te bezoeken - zullen op vraag van de gemeenschappen op dezelfde bovenvermelde wijze uitgevoerd worden.

§ 4. In uitzonderlijke gevallen kan, indien enerzijds geoordeeld wordt dat bezoek aan tafel niet meer verantwoord is en anderzijds dat contact toch opportuun blijft, overgegaan worden tot het tijdelijk opleggen van bezoek achter glas.

§ 5. Na de ingangscontrole wachten de bezoekers op de aanvang van het bezoek in de wachtzaal. Zij worden door het federaal personeel uitgenodigd bij het begin van het bezoek. Het bezoek gaat door in de bezoekszaal. De bezoekers betreden de bezoekszaal via de daartoe voor hen voorziene ingang. De jongeren kunnen de bezoekszaal pas betreden wanneer de bezoekersdeur terug gesloten is. De bezoekers kunnen op hun beurt na het bezoek de bezoekszaal pas verlaten wanneer de jongeren de zaal verlaten hebben.

§ 6. Tijdens het bezoek is er federaal personeel aanwezig, maar elke auditieve controle wordt uitgesloten. De toegang tot de bezoekszaal van het personeel van de gemeenschappen m.o.o. het contact met de jongeren en hun bezoekers gebeurt via de voor de jongeren voorziene ingang indien deze reeds in de bezoekszaal aanwezig zijn.

§ 7. In de bezoekszaal mag er door de bezoekers aan de jongere niets overhandigd worden. Er zijn tegen betaling dranken en versnaperingen verkrijgbaar. Bezoekers die dat wensen kunnen voor de jongere die ze bezoeken toegelaten kledij, kranten, transparante cassettes of cd's meebrengen. Deze worden afgegeven bij de portier en na controle aan de jongere in kwestie overhandigd; kranten worden aan het pedagogisch personeel gegeven. Geld kan door de bezoekers aan de boekhouding afgegeven worden of gestort op de rekening van de jongere.

§ 8. Na het bezoek aan tafel vindt er een fouille plaats van elke jongere die bezoek had.

**Art. 13.** § 1. Behoudens andersluidende onderrichtingen van de jeugdrechter is telefoneren toegestaan met : ouders, grootouders, broers en zussen, ooms en tantes, voogd, provoogd, de consulent van de sociale dienst bij de jeugdrechtbank, de délégué du service de protection judiciaire en met de advocaat.

Het telefoneren met andere personen wordt in onderling overleg met de gemeenschappen geregeld.

§ 2. Le jeune peut téléphoner trois fois par semaine.

§ 3. Adresser des appels téléphoniques à des numéros de GSM de personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune est assimilé au trafic téléphonique normal. Adresser des appels téléphoniques à d'autres numéros de GSM est permis de façon exceptionnelle et sur demande.

§ 4. Le jeune peut en tout cas et gratuitement téléphoner à son avocat, au Délégué général aux droits de l'enfant, au Kinderrechtencommissaris et à la JO-lijn.

§ 5. Les appels entrant à destination des jeunes ne sont pas acceptés, sauf pour des raisons humanitaires.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les jeunes ont la possibilité de recevoir la visite de services communautaires compétents.

§ 2. Les visiteurs qui viennent pour des raisons professionnelles ne doivent pas présenter de certificat de bonne conduite, vie et mœurs. Ils doivent pouvoir prouver leur qualité.

§ 3. De telles visites se produisent dans un local séparé. La famille du jeune peut être présente, le cas échéant. Le personnel fédéral n'est pas présent dans le local.

#### CHAPITRE IV. — Sanctions et placement dans l'espace d'isolement

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre d'une approche pédagogique globale, il convient de prévoir un espace pour s'interroger sur la cause et la signification du comportement problématique, l'éventuel rétablissement des relations altérées, la prévention du comportement à problème et aussi sur les conséquences d'une récurrence du comportement problématique. Les sanctions imposées doivent permettre la poursuite d'un encadrement pédagogique adapté.

L'élaboration d'une solution au conflit peut, après concertation et accord avec l'autorité sanctionnante, avoir pour conséquence l'arrêt ou la réduction de la sanction.

§ 2. L'approche retenue implique le choix explicite d'éviter le schéma des rôles, dans lequel le rôle du personnel de l'autorité fédérale consisterait exclusivement à punir le comportement négatif du jeune et qu'il appartiendrait exclusivement au personnel des communautés de valoriser le comportement positif du jeune.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Tout comportement négatif peut faire l'objet d'une sanction. Une sanction est la conséquence de la transgression d'une règle à laquelle il faut se conformer pour vivre dans le centre.

§ 2. Sans préjudice des dispositions spécifiques relatives au placement dans un espace d'isolement, les autres dispositions générales relatives aux modalités de sanction et à l'ampleur de la sanction font l'objet d'une concertation au sein du Comité de direction. Le Comité de direction veille à ce que l'application de ces dispositions générales se fasse dans le respect de la personnalité du jeune.

Le Comité de direction surveille la qualité de la politique de sanction et établit une liste des sanctions. Dès qu'une autorité quelconque prend une sanction ou une mesure de placement dans l'espace d'isolement, celle-ci est suivie par le Comité de direction. La politique de sanction doit être univoque, transparente, conséquente, axée sur le comportement, prévisible et proportionnelle. Les sanctions ne peuvent porter atteinte aux droits fondamentaux du jeune. Les droits du jeune auxquels il ne peut être porté atteinte sont les suivants : le droit de la défense, les droits du jeune en matière de convictions religieuses ou philosophiques, le droit général aux contacts extérieurs.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Vu les missions des communautés et de l'autorité fédérale prévues par l'accord de coopération, les mesures élaborées dans le présent chapitre ne peuvent constituer une compétence exclusive de l'autorité fédérale ou des communautés.

§ 2. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 16, § 2, des sanctions et des mesures peuvent être imposées par le directeur fédéral ou son délégué, pour autant qu'il y ait un lien entre le comportement du jeune et la mission à remplir par l'autorité fédérale dans le centre, et pour autant que le jeune ait un comportement négatif à l'égard du personnel de l'autorité fédérale.

Dans le respect des dispositions prévues à l'article 16, § 2, des sanctions et des mesures peuvent être imposées par la direction pédagogique ou son délégué à l'encontre du jeune d'un rôle linguistique correspondant, pour autant qu'il y ait un lien entre le comportement du jeune et la mission à remplir par les communautés dans le centre et pour autant que le jeune ait un comportement négatif à l'égard du personnel de la communauté correspondante. Si les communautés le demandent, les sanctions imposées par elles seront exécutées par l'autorité fédérale.

§ 2. De jongere mag driemaal in de week telefoneren.

§ 3. Telefoneren naar GSM-nummers van personen die over de jongere het ouderlijk gezag uitoefenen, wordt gelijkgesteld met het gewone telefoonverkeer. Telefoneren naar andere GSM-nummers wordt uitzonderlijk en op vraag toegestaan.

§ 4. De jongere kan in elk geval en gratis telefoneren naar zijn advocaat, de Délégué général aux droits de l'enfant, de Kinderrechtencommissaris en de JO-lijn.

§ 5. Inkomende telefoons voor jongeren worden niet aanvaard, tenzij om humanitaire redenen.

**Art. 14.** § 1. De jongere heeft de mogelijkheid bezoek te ontvangen van bevoegde gemeenschapsdiensten.

§ 2. Bezoekers die om professionele redenen komen dienen geen bewijs van goed gedrag en zeden voor te leggen. Zij dienen hun hoedanigheid te kunnen bewijzen.

§ 3. Dergelijke bezoeken gaan door in een apart lokaal. De familie van de jongere kan in voorkomend geval aanwezig zijn. Het federaal personeel is niet aanwezig in het lokaal.

#### HOOFDSTUK IV. — Sancties en plaatsing in de afzonderingsruimte

**Art. 15.** § 1. Binnen een globale pedagogische benadering dient er ruimte te zijn om stil te staan bij de oorzaak en de betekenis van het probleemgedrag, bij eventueel herstel van geschonden relaties, bij preventie van het gestelde probleemgedrag en ook bij de consequenties van een herhaling van het gestelde probleemgedrag. De opgelegde sancties moeten het verder zetten van een aangepaste pedagogische omkadering mogelijk maken.

Het uitwerken van een conflictoplossing kan na overleg en akkoord met de sanctionerende overheid daarbij een stopzetten of afbouwen van de sanctie tot gevolg hebben.

§ 2. De gekozen benadering impliceert een expliciete keuze het rollenpatroon te vermijden waarbij de rol van het personeel van de federale overheid er uitsluitend uit zou bestaan het negatief gedrag van de jongere te sanctioneren en het exclusief de rol van het personeel van de gemeenschappen zou kunnen zijn het positief gedrag van de jongere te valoriseren.

**Art. 16.** § 1. Elk negatief gedrag kan het voorwerp uitmaken van een sanctie. Een sanctie is het gevolg van een overtreding inzake een in het centrum gestelde leefregel.

§ 2. Onverminderd de specifieke bepalingen inzake de plaatsing in afzonderingsruimte, maken verdere algemene bepalingen inzake de sanctiemodaliteiten en de sanctiemaat voorwerp uit van overleg binnen de schoot van het directiecomité. Het directiecomité waakt erover dat de toepassing van die algemene bepalingen gebeurt met inachtnaam van de persoonlijkheid van de jongere.

Het directiecomité bewaakt de kwaliteit van het sanctiebeleid en maakt een lijst op van de sancties. Zodra door welke overheid ook een sanctie of een maatregel van plaatsing in de afzonderingsruimte genomen wordt, wordt deze opgevolgd door het directiecomité. Het sanctiebeleid dient met name eenduidig, transparant, consequent, gedragsgericht, voorspelbaar en proportioneel te zijn. Sancties mogen de grondrechten van de jongere, waaronder de volgende rechten van de jongere, niet in het gedrang brengen : het recht op verdediging, de rechten van de jongere inzake zijn geloofs- of levensbeschouwelijke overtuiging, het algemeen recht op externe contacten.

**Art. 17.** § 1. Gelet op de in het samenwerkingsakkoord bepaalde opdrachten van de gemeenschappen en van de federale overheid kunnen de in dit hoofdstuk uitgewerkte maatregelen geen exclusieve bevoegdheid uitmaken van de federale overheid of van de gemeenschappen.

§ 2. Met respect voor de bepalingen in artikel 16, § 2, kunnen sancties en maatregelen opgelegd worden door de federale directeur of zijn gemachtigde in zoverre er een verband is tussen het gedrag van de jongere en de door de federale overheid in het centrum uit te voeren opdracht en in zoverre de jongere negatief gedrag stelt t.a.v. het personeel van de federale overheid.

Met respect voor de bepalingen in artikel 16§ 2 kunnen sancties en maatregelen opgelegd worden door de pedagogische directie of de gemachtigde daarvan t.a.v. de jongere met een overeenstemmend taalregime in zoverre er een verband is tussen het gedrag van de jongere en de door de gemeenschappen in het centrum uit te voeren opdracht en in zoverre de jongere negatief gedrag stelt t.a.v. het personeel van de desbetreffende gemeenschap. Indien de gemeenschappen dit vragen, zullen de door hen opgelegde sancties door de federale overheid uitgevoerd worden.

§ 3. Toutes les mesures qui ont pour conséquence pour le jeune un éloignement du groupe de vie et dont la durée dépasse le temps de l'activité en cours font l'objet d'une concertation entre l'autorité fédérale et la communauté concernée et cela, au plus tard dans les deux jours.

§ 4. Le centre tient un registre des sanctions. Dans ce registre, figurent au minimum les placements dans l'espace d'isolement et toutes les mesures qui constituent une modification substantielle du régime des jeunes. Cette inscription mentionne l'identité du jeune, la sanction encourue et la raison qui a donné lieu à cette sanction. En cas de placement dans l'espace d'isolement, il y a lieu de mentionner dans un registre à part : la date et l'heure du début et de la fin du placement dans l'espace d'isolement, les visites du personnel, les activités développées et la procédure suivie en cas de prolongation du placement. Ces registres peuvent être consultés en tout temps par les autorités de tutelle.

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** La mesure d'isolement dans l'espace prévu à cet effet est une mesure d'exception à laquelle on ne peut avoir recours que dans les situations suivantes : lorsque le jeune met en danger sa propre intégrité physique, celles des autres jeunes, des visiteurs ou d'un membre du personnel du centre.

§ 2. Le médecin et les psychiatres du centre peuvent s'opposer à l'exécution de cette sanction pour raison médicale. Le jeune en question est examiné chaque jour par le médecin du centre.

§ 3. Le juge compétent de la jeunesse est informé par la communauté concernée du placement dans l'espace d'isolement, des raisons de celui-ci, de la suppression ou de la prolongation du placement dans l'espace d'isolement et, le cas échéant, des raisons de celles-ci.

§ 4. La mesure doit être limitée dans le temps et ne peut durer plus de cinq jours. Lorsque le jeune compromet de façon permanente sa propre intégrité physique, celle des autres jeunes ou du personnel, cette mesure peut être renouvelée, sauf l'obligation de laisser un espace de temps d'au moins un jour entre la nouvelle mesure et la mesure qui n'est pas encore échuë.

§ 5. Le jeune qui est placé en isolement, reçoit chaque jour la visite du directeur de l'autorité fédérale et du directeur des communautés ou de leurs délégués. Entre 8 et 22 heures, il reçoit au moins toutes les deux heures la visite d'un membre de l'équipe pédagogique dans l'espace d'isolement. Si le directeur pédagogique compétent l'estime nécessaire, des activités pédagogiques éventuelles peuvent également avoir lieu dans cet espace. Le jeune maintient le droit à la correspondance, et l'article 13, § 4, reste d'application. Le jour suivant le jour du placement en isolement, le régime des visites et des appels téléphoniques du jeune par rapport à ses parents et tuteur ou protuteur assimilés et, le cas échéant, à sa copine habituelle, est normalisé. Le jeune reçoit chaque jour la possibilité de prendre une douche. Il conserve le droit à un nombre limité de pauses pour fumer.

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** Un jeune peut être placé par le médecin ou par le psychiatre dans un espace d'isolement pour raison de santé. Un tel placement fait l'objet d'un registre médical séparé. Le jeune est quotidiennement examiné par le psychiatre ou le médecin du centre.

§ 2. Sauf contre-indications médico-psychiatriques, l'article 18, § 5, est d'application. Le juge de la jeunesse est averti par la communauté concernée du placement dans l'espace d'isolement pour des raisons médicales et de la fin de ce placement.

#### CHAPITRE V. — *La vie quotidienne*

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** La vie quotidienne du jeune dans le centre est basée sur le fonctionnement du groupe de vie. Le régime appliqué au sein du centre est le régime communautaire.

§ 2. Les déplacements individuels ou collectifs des jeunes au sein du centre sont, selon le cas, organisés ou non par les communautés et sont toujours accompagnés par le personnel de l'autorité fédérale.

§ 3. A des moments fixes pendant la journée, le personnel de l'autorité fédérale procède à un contrôle de présence des jeunes. Le fait d'effectuer ce contrôle après l'ouverture quotidienne et avant la fermeture quotidienne n'implique pas l'interruption d'une activité. Pendant ce contrôle, il ne peut être organisé de nouveaux déplacements.

§ 4. Au sein du Comité de direction, des accords sont pris quant aux moments où la visite des jeunes en salle et les repas communs par section sont organisés. Ces activités se produisent pour tout jeune au même moment.

§ 3. Alle maatregelen die voor de jongere een verwijdering uit de leefgroep tot gevolg hebben en waarvan de duur van de maatregel de tijd van de lopende activiteit overstijgt maken het voorwerp uit van overleg tussen de federale overheid en de betrokken gemeenschap en dit uiterlijk binnen de twee dagen.

§ 4. In het centrum wordt een sanctieregister gehouden. In dit register worden minimum de plaatsingen in de isolatieruimte en alle maatregelen die een substantiële wijziging uitmaken van het regime van de jongeren, ingeschreven. Deze inschrijving vermeldt de identiteit van de jongere, de opgelopen sanctie en de reden die aanleiding gaf tot deze sanctie. In geval van plaatsing in de isolatieruimte dienen in een apart register vermeld te worden : de datum en het uur van het begin en einde van de plaatsing in de isolatieruimte, de ontvangen bezoeken van het personeel, de ontwikkelde activiteiten en de gevolgde procedure in geval van verlenging van de plaatsing. Deze registers zijn ten allen tijde consulteerbaar door de toezichthoudende overheden.

**Art. 18. § 1.** De maatregel van isolatie in de afzonderingsruimte is een uitzonderingsmaatregel. Hij kan enkel gebruikt worden in de volgende situaties : het in gevaar brengen van de eigen fysieke integriteit, van die van de andere jongeren, van bezoekers of van een personeelslid van het centrum.

§ 2. De geneesheer en de psychiaters van het centrum kunnen zich om medische redenen tegen de uitvoering van deze sanctie verzetten. De jongere in kwestie wordt dagelijks door de dokter van het centrum gezien.

§ 3. De bevoegde jeugdrechter wordt door de betrokken gemeenschap verwittigd van de plaatsing op afzonderingsruimte, van de beweegredenen ertoe, van de opheffing of de verlenging van de plaatsing op afzonderingsruimte en – in voorkomend geval – van de beweegredenen ertoe.

§ 4. De maatregel dient beperkt te zijn in de tijd en mag niet langer dan vijf dagen duren. Wanneer de jongere blijvend de eigen fysieke integriteit, die van andere jongeren of van het personeel in het gedrang brengt kan de maatregel hernieuwd worden, behoudens de verplichting tussen de nieuwe maatregel en de maatregel die nog niet verstreken is, een tijdruimte van ten minste één dag te laten.

§ 5. De jongere die in isolatie geplaatst is, ontvangt dagelijks het bezoek van de directeur van de federale overheid en van de directeur van de gemeenschappen of hun gemachtigden. Tussen 8 en 22 uur ontvangt hij minstens om de twee uur bezoek van een lid van de pedagogische equipe in de isolatieruimte. Indien de bevoegde pedagogische directeur dit noodzakelijk acht, vinden eventuele pedagogische activiteiten eveneens plaats in die ruimte. De jongere behoudt het recht op briefwisseling en art.13, § 4, blijft van toepassing. De dag volgend op de dag van de plaatsing in isolatie wordt het bezoek- en telefoonregime van de jongere inzake zijn ouders en daarmee gelijkgesteld voogd of provoogd en in voorkomend geval zijn vaste vriendin genormaliseerd. Aan de jongere wordt dagelijks de mogelijkheid geboden een douche te nemen. De jongere behoudt het recht op een beperkt aantal rookpauzes.

**Art. 19. § 1.** Een jongere kan om medische redenen door de dokter of door de psychiater in de isolatieruimte geplaatst worden. Dergelijke plaatsing maakt het voorwerp uit van een afzonderlijk medisch register. De jongere wordt dagelijks bezocht door de psychiater of de geneesheer van het centrum.

§ 2. Behoudens medisch-psychiatische contra-indicaties is art.18, § 5, van toepassing. De jeugdrechter wordt door de betrokken gemeenschap verwittigd van de plaatsing in de isolatieruimte om medische redenen en van de opheffing ervan.

#### HOOFDSTUK V. — *Het dagelijks leven*

**Art. 20. § 1.** Het dagelijks leven van de jongere in het centrum is gebaseerd op de werking van de leefgroep. Het gevoerde regime in het centrum is een gemeenschapsregime.

§ 2. Individuele of collectieve verplaatsingen van de jongeren binnen het centrum worden al dan niet op vraag van de gemeenschappen georganiseerd en worden ten allen tijde begeleid door het personeel van de federale overheid.

§ 3. Op vaste momenten van de dag wordt door het personeel van de federale overheid een controle op de aanwezigheid van de jongeren gedaan. Het doen van deze controle na de dagelijkse opening en voor de dagelijkse sluiting impliceert niet het onderbreken van een activiteit. Tijdens deze controle kunnen echter geen nieuwe verplaatsingen georganiseerd worden.

§ 4. Binnen het directiecomité worden afspraken gemaakt over de tijdstippen waarop het bezoek van de jongeren in zaal en de per sectie gemeenschappelijke maaltijden georganiseerd worden. Deze activiteiten gebeuren voor iedere jongere op hetzelfde ogenblik.

**Art. 21.** Si le jeune – à l'exception de son argent de poche – n'a pas d'argent sur son compte, le centre continuera à donner au jeune avec la régularité nécessaire le kit défini à l'article 8.

**Art. 22.** Le jeune peut porter ses propres vêtements dans des limites à définir par le centre. Il devra en cela tenir compte du fait que l'espace extérieur ne peut être franchi qu'après un passage au détecteur de métaux.

**Art. 23.** Il ne circule pas d'argent comptant au sein du centre. Chaque jeune dispose d'un compte auprès du service comptable. A l'aide de cet argent, il peut acheter des choses dans le centre. L'argent peut être remis au comptant auprès de la comptabilité ou être versé sur son compte. L'argent de poche obtenu via les communautés est placé sur le compte du jeune.

En cas de dommage ou de perte occasionné avec malveillance par un jeune, un montant maximum de 5 euros peut être retiré chaque semaine de son argent de poche.

**Art. 24.** Le jeune peut fumer dehors. Les pauses pour fumer sont prévues dans l'horaire quotidien.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions de sécurité

**Art. 25.** La gestion des clés se fait par l'autorité fédérale. Les clés des sections et les clés de toutes les portes à fonction de sécurité sont exclusivement gérées par le personnel fédéral. Le personnel des communautés reçoit en gestion les clés des bureaux qui leur sont confiés. Un double de ces clés se trouve dans l'armoire à clés de l'assistant pénitentiaire et ne peut être utilisé qu'en cas d'urgence.

**Art. 26.** Il y a des sas dans le centre. Un sas est un groupe de portes, dont une seule peut être ouverte à la fois au sein de ce groupe.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Chaque membre du personnel et chaque visiteur du centre, indépendamment de la raison de cette visite, doit se soumettre à l'entrée du centre au contrôle d'entrée prévu par le personnel fédéral. Celui-ci comprend un enregistrement, une identification, un contrôle avec détection de métal et un contrôle aux rayons X des bagages.

L'enregistrement comprend la vérification de l'identité de la personne et l'enregistrement des date et heure d'arrivée et de départ des personnes à l'aide d'un ordinateur.

L'identification comprend la photographie de la personne via un système photographique numérisé.

§ 2. Lors de la première visite, les données d'identification ainsi que la photo sont introduites dans l'ordinateur. Lors de chaque visite subséquente, le visiteur devra se munir d'un document officiel d'identité et son identité sera vérifiée dans l'ordinateur. Une fois inscrit, le visiteur donne en caution sa pièce d'identité au portier et il reçoit un badge en papier avec photo qui devra être porté de manière visible de tous.

Le bagage qui n'est pas destiné au jeune peut être déposé dans une armoire à bagage avec serrure.

Lors du départ, le visiteur échange son badge photo contre sa pièce d'identité auprès du portier et son identité sera à nouveau contrôlée à l'aide du code barre figurant sur son badge photo.

La fouille des personnes ne peut être faite que par l'autorité policière compétente.

§ 3. Chaque membre du personnel reçoit une carte magnétique avec un numéro unique, qui permet l'identification par l'ordinateur. Lors de la présentation de cette carte à une tête de lecture à l'entrée ou à la sortie du centre, apparaissent automatiquement la photo et les données du membre du personnel sur l'écran du portier. L'identification est immédiatement suivie de l'enregistrement par l'intermédiaire d'un bouton.

Chaque membre du personnel dispose d'un badge en couleurs avec mention du nom et de la fonction et présentation d'une photo. Le port de ce badge est obligatoire.

La carte antenne est, d'une part, enfermée dans une armoire à clé lors de l'arrivée dans l'institution du membre du personnel, après présentation à la tête de lecture. Le badge en plastique est, d'autre part, enfermé dans une armoire à clé lors du départ de l'institution.

§ 4. La possession et l'usage d'un GSM au sein de l'institution sont interdits. La possession et l'usage d'un tel appareil peuvent cependant être autorisés par le Directeur général de l'autorité fédérale. Les personnes suivantes sont d'office autorisées d'utiliser un GSM au sein du centre : les personnes désignées des services de l'administration centrale des communautés et de l'autorité fédérale de laquelle relève le centre, qui doivent en raison de l'exercice de leurs fonctions pouvoir

**Art. 21.** Indien de jongere – met uitzondering van zijn zakgeld – geen geld op zijn rekening heeft, zal het centrum met de daartoe noodzakelijke regelmaat het pakket zoals gestipuleerd in art.8 aan de jongere blijven geven.

**Art. 22.** De jongere mag eigen kledij dragen binnen door het centrum te bepalen grenzen. Hij zal daarbij rekening dienen te houden met het feit dat de buitenruimte enkel betreden kan worden na een passage door de metaaldetector.

**Art. 23.** Er circuleert geen contant geld in het centrum. Elke jongere beschikt over een rekening bij de boekhoudkundige dienst. Met dit geld kan hij in de inrichting zaken kopen. Geld kan contant afgegeven worden bij de boekhouding of op zijn rekening worden gestort. Het via de gemeenschappen verkregen zakgeld wordt op de rekening van de jongere geplaatst.

In geval van moedwillige schade of verlies door een jongere kan een maximumbedrag van 5 euro van zijn wekelijks zakgeld afgehouden worden.

**Art. 24.** Buiten mag er gerookt worden. De rookpauzes worden bepaald in het dagrooster.

#### HOOFDSTUK VI. — Veiligheidsbepalingen

**Art. 25.** Het sleutelbeheer gebeurt door de federale staat. De sleutels van de secties en de sleutels van alle deuren met een veiligheidsfunctie worden daarbij exclusief beheerd door het federaal personeel. Het personeel van de gemeenschappen krijgt sleutels in beheer van de aan hen toegewezen burelen. Een dubbel van deze sleutels bevindt zich in de sleutelkast bij de penitentiair assistent en wordt enkel gebruikt in geval van nood.

**Art. 26.** In het centrum bevinden zich sassen. Een sas is een groep van deuren waarbij, binnen deze groep, nooit meer dan één deur tegelijkertijd geopend mag zijn.

**Art. 27.** § 1. Ieder personeelslid en iedere bezoeker aan het centrum, ongeacht de reden van dit bezoek, dient zich bij de toegang tot het centrum te onderwerpen aan de voorziene ingangscntrole door het federaal personeel. Dit omvat een registratie, een identificatie, een controle met metaaldetectie en RX-controle van de bagage.

De registratie omvat de verificatie van de identiteit van de persoon en het vastleggen van de datum en uur van aankomst en vertrek van personen met behulp van de computer.

De identificatie omvat het fotograferen van de persoon via een gedigitaliseerd fotosysteem.

§ 2. Bij de eerste aanmelding zullen de identiteitsgegevens alsmede de foto in de computer ingebracht worden. Bij elk later bezoek zal de bezoeker zich moeten legitimeren met een officieel identiteitsdocument en zal zijn identiteit in de computer gecontroleerd worden. Eenmaal de bezoeker ingeschreven, wordt het identiteitsbewijs door de portier in bewaring genomen en ontvangt de bezoeker een papieren fotobadge dewelke zichtbaar dient gedragen te worden.

Bagage die niet voor de jongere bestemd is kan de bezoeker in een bagagekast met slot opbergen.

Bij het vertrek zal de bezoeker zijn fotobadge bij de portier inruilen voor zijn identiteitsstuk en wordt zijn identiteit opnieuw gecontroleerd aan de hand van de op de fotobadge aanwezige barcode.

Het fouilleren van personen kan enkel gebeuren door de bevoegde politionele overheid.

§ 3. Elk personeelslid ontvangt een antennekaart met een uniek nummer, waardoor de identiteit door de computer kan worden herkend. Bij vertoer van deze kaart aan een leesknop bij de in- of uitgang van het centrum, verschijnen de foto en de gegevens van het personeelslid automatisch op het scherm van de portier. De identificatie wordt bij een druk op de knop automatisch gevolgd door de registratie.

Ieder personeelslid heeft een gekleurde badge waarop foto, naam en functie vermeld staan. Het dragen van deze badge is verplicht.

De antennekaart wordt enerzijds bij aankomst in de inrichting door het personeelslid na vertoer aan de leesknop opgeborgen in zijn sleutelkastje. De plastic badge wordt anderzijds bij het verlaten van de inrichting in het sleutelkastje opgeborgen.

§ 4. Het bezit en gebruik van een GSM-toestel binnen de inrichting is verboden. Bezit en gebruik van dergelijk toestel kan echter wel toegestaan worden door de Directeur-generaal van de federale overheid. Ambtshalve wordt voor volgende personen het gebruik van de GSM in het centrum toegelaten : aangewezen personen van diensten van het Hoofdbestuur van de gemeenschappen en van de federale overheid waaronder het centrum ressorteert, die voor de uitoefening

être atteints, les magistrats et les personnes qui dans l'exercice de leurs fonctions les accompagnent, les services de police peuvent porter un GSM aux mêmes conditions que leur arme de service au sein du centre, les membres du comité de direction, le médecin ou le psychiatre du centre ou son remplaçant.

Les ordinateurs portables, les dictaphones et les sémaphones doivent être abandonnés à l'entrée sauf les ordinateurs portables des services de police. Le directeur fédéral peut octroyer une dispense.

#### CHAPITRE VII. — *Les chambres*

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Les jeunes n'ont pas accès aux chambres des autres.

§ 2. L'aménagement de la chambre doit être tel que le mur extérieur et la fenêtre demeurent libres.

§ 3. Les barreaux de fenêtre sont contrôlés chaque jour. De manière régulière, les chambres sont fouillées par le personnel fédéral. Ces fouilles ne peuvent avoir un caractère vexatoire ou personnel et doivent se faire dans le respect du matériel du jeune.

§ 4. Il est interdit de fumer dans les chambres.

#### CHAPITRE VIII. — *Cantine*

**Art. 29.** Le centre dispose d'un petit magasin où l'on peut se procurer des boissons, des timbres, du matériel pour fumer, des cartes téléphoniques, des friandises et – dans une mesure limitée – de la nourriture. Le jeune peut y acheter des choses avec l'argent disponible sur son compte.

La provenance de l'argent sur son compte peut être triple : de l'argent comptant donné à la comptabilité par les visiteurs, de l'argent versé par la famille/des parents sur son compte, ou de l'argent de poche éventuellement versé par les services des communautés sur son compte.

Les heures d'ouverture du magasin sont fixées en concertation avec les communautés. Le magasin ne peut faire des profits.

#### CHAPITRE IX. — *Exercice du culte et assistance morale*

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Chaque jeune a droit à l'assistance d'un ministre d'un culte reconnu ou d'un conseiller moral qui représente une conviction non confessionnelle.

§ 2. Il peut être organisé des services du culte au sein du centre.

§ 3. L'alimentation du jeune est conforme à sa conviction d'une religion reconnue.

#### CHAPITRE X. — *Service médical*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Lors de son arrivée, le jeune est examiné au plus tard le jour suivant par un médecin.

§ 2. Le jeune peut demander n'importe quand une consultation du médecin.

§ 3. Le jeune peut se faire examiner à sa demande et à ses frais par un médecin de son choix non lié au centre.

#### CHAPITRE XI. — *Activités extérieures au sein du centre*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Chaque jeune a droit à minimum une heure d'activité extérieure par jour.

§ 2. Les activités extérieures constituent des activités regroupant un ou plusieurs jeunes, se déroulant dans l'enceinte du centre, en dehors des unités de vie. Leur programmation, par les communautés, doit se faire en concertation avec le personnel fédéral et tenir compte des impératifs organisationnels de ce dernier.

§ 3. Les activités extérieures vont de pair avec une série de mesures de sécurité. Elles sont précédées tant d'une inspection, par le personnel fédéral, de l'espace accueillant l'activité extérieure, que de l'occupation du poste de surveillance extérieure par le personnel fédéral.

En outre, pour l'occupation de la cour extérieure, les jeunes doivent passer par le portique de détection métallique. En cas de déclenchement de l'appareil, le jeune devra retirer les vêtements ou accessoires, dont il est vêtu, contenant du métal (chaussures, tirette, ceinture de pantalon,...). Le cas échéant, le détecteur métallique à main pourra être utilisé. Si l'utilisation de ce détecteur manuel n'est pas probante, il peut être imposé au jeune d'utiliser la tenue fournie par l'institution.

van hun dienst per GSM bereikbaar moeten blijven, magistraten en de personen die hen in de uitoefening van hun functie vergezellen, politiediensten mogen een GSM dragen onder dezelfde voorwaarden als waaronder ze hun dienstwapen mogen dragen binnen het centrum, de leden van het directiecomité, de geneesheer of de psychiater van het centrum of zijn vervanger.

Draagbare pc's, dictafoons en semafoons dienen te worden achtergelaten aan de ingang behalve draagbare pc's van politiediensten. De federale directeur kan een afwijking toestaan.

#### HOOFDSTUK VII. — *De kamers*

**Art. 28.** § 1. Jongeren hebben geen toegang tot elkaanders kamer.

§ 2. De inrichting van de kamer dient dermate te zijn dat de buitenmuur en het raam vrij blijven.

§ 3. De raamstaven worden dagelijks gecontroleerd. Op regelmatige basis worden de kamers door het federaal personeel gefouilleerd. Deze fouilles mogen geen tergend of persoonsgebonden karakter hebben en dienen te gebeuren met respect voor het materiaal van de jongere.

§ 4. Roken op de kamer mag niet.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Kantine*

**Art. 29.** Het centrum beschikt over een kleine winkel waarin dranken, postzegels, rookwaren, telefoonkaarten, snoep, verzorgingsproducten en – in beperkte mate – eetwaren verkrijgbaar zijn. De jongere kan hier zaken kopen met het op zijn rekening beschikbare geld.

De oorsprong van het geld op zijn rekening kan drieërlei zijn : contant geld door bezoekers aan de boekhouding gegeven, geld gestort door familie/verwanten op zijn rekening, of eventueel verkregen zakgeld gestort door de diensten van de gemeenschappen op zijn rekening.

De openingsuren van de winkel zullen in onderling overleg met de gemeenschappen bepaald worden. De winkel mag geen winst maken.

#### HOOFDSTUK IX. — *Uitoefening van de eredienst en zedelijke bijstand*

**Art. 30.** § 1. Elke jongere heeft recht op de bijstand van een bedienaar van een erkende eredienst of een moreel consulent die een niet confessionele overtuiging vertegenwoordigt.

§ 2. In het centrum kunnen erediensten ingericht worden.

§ 3. De voeding van de jongere is conform zijn overtuiging van een erkende godsdienst.

#### HOOFDSTUK X. — *Geneeskundige dienst*

**Art. 31.** § 1. Bij zijn aankomst wordt de jongere uiterlijk de daaropvolgende dag onderzocht door een dokter.

§ 2. De jongere kan iedere dag het doktersconsult aanvragen.

§ 3. De jongere kan zich op zijn verzoek en op zijn kosten laten onderzoeken door een niet aan het centrum verbonden dokter naar eigen keuze.

#### HOOFDSTUK XI. — *Buitenactiviteiten*

**Art. 32.** § 1. Elke jongere heeft recht op minimum één uur buitenactiviteit per dag.

§ 2. De buitenactiviteiten zijn activiteiten die op één of meer jongeren betrekking hebben en doorgaan binnen het centrum, buiten de leefeenheden. Hun programmering door de Gemeenschappen dient te gebeuren in overleg met het federale personeel en dient rekening te houden met diens organisatorische imperatieven.

§ 3. De buitenactiviteiten gaan gepaard met een aantal veiligheidsmaatregelen. Ze worden voorafgegaan door zowel een inspectie, door het federaal personeel, van de ruimte waar de buitenactiviteit doorgaat, als door een bezetting van de post buitenbewaking door het federaal personeel.

Bovendien dienen de jongere, voor het benutten van de buitenkoer, een passage door de metaaldetector maken. Indien het apparaat reageert, dient de jongere de kledij of accessoires af te leggen die metaal bevatten (schoenen, rits, broeksriem,...). In voorkomend geval kan de manuele metaaldetector gebruikt worden. Indien het gebruik van deze handdetector niet voor uitsluitstel kan zorgen, kan de jongere opgelegd worden gebruik te maken van instellingskledij.

CHAPITRE XII. — *Plaintes et objections*

**Art. 33.** Le jeune doit toujours être en mesure de se plaindre, pour des affaires qui le concernent, auprès des instances, conformément à l'article 11 concernant la correspondance du règlement d'ordre intérieur.

Le jeune dispose, s'il échet, des mêmes possibilités dans le cadre des visites et de la surveillance du centre, cette dernière étant réglée par l'article 32 de l'accord de coopération.

**Art. 34.** Sans préjudice des possibilités offertes au jeune dans le cadre de la correspondance, des visites et de la surveillance du centre, le mineur d'âge doit toujours être en mesure de s'adresser au directeur fédéral ou son délégué ou au directeur pédagogique compétent ou son délégué en matière d'affaires qui le concernent.

Le jeune a, à cet égard, droit à une réponse motivée dans un délai raisonnable.

**Art. 35.** Sans préjudice des possibilités offertes au jeune par l'article 1<sup>er</sup> et par l'article 2, il doit toujours être possible au jeune d'écrire au comité de direction pour une affaire qui le concerne. Le Comité de direction exerce à cet égard sa tâche comme prévu à l'article 14, § 2, de l'accord de coopération.

Le jeune a, à cet égard, droit à une réponse motivée dans un délai raisonnable.

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre du Bien-être,  
de la Santé Publique et de la Famille,  
Mme I. VERVOTTE

La Ministre de l'Enfance,  
de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Formation et de l'Emploi,  
des Affaires sociales et du Tourisme,

B. GENTGES

HOOFDSTUK XII. — *Klachten en bezwaren*

**Art. 33.** De jongere dient steeds in de mogelijkheid te zijn om zich, inzake aangelegenheden die hem aanbelangen, te beklagen bij de instanties zoals omschreven in art. 11 aangaande briefwisseling van het huishoudelijk reglement.

De jongere beschikt in voorkomend geval over dezelfde mogelijkheden in het kader van het bezoek en het toezicht op het Centrum, dit laatste geregeld in art. 32 van het samenwerkingsakkoord.

**Art. 34.** Onverminderd de mogelijkheden die de jongere geboden worden in het kader van de briefwisseling, het bezoek en het toezicht op het Centrum, dient de minderjarige steeds in de gelegenheid gesteld te worden zich te wenden tot de federale directeur of zijn gemachtigde of de bevoegde pedagogisch directeur of zijn gemachtigde inzake aangelegenheden die hem aanbelangen.

De jongere heeft daarbij recht op een gemotiveerd antwoord binnen een redelijke termijn.

**Art. 35.** Onverminderd de mogelijkheden die de jongere geboden worden in art.1 en art. 2 dient het voor de jongere steeds mogelijk te zijn het directiecomité aan te schrijven in een aangelegenheid die hem aanbelangt. Het Directiecomité oefent daarbij haar taak uit zoals voorzien in art.14§ 2 van het samenwerkingsakkoord.

De jongere heeft daarbij recht op een gemotiveerd antwoord van het directiecomité binnen een redelijke termijn.

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Vlaams Minister van Welzijn,  
Volksgezondheid en Gezin,  
Mevr. I. VERVOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd  
en Gezondheid van de Franse Gemeenschap,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Vorming, Twerkstelling,  
Sociale Zaken en Toerisme  
van de Duitstalige Gemeenschap,  
B. GENTGES

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2007/09401]

**Loi du 15 juin 1987  
relative aux noms et prénoms. — Publications**

Par arrêté royal du 21 avril 2007, M. Ntwali Maninga, Ghislain Christian, né à Walungu (République démocratique du Congo) le 14 août 1980, demeurant à Liège, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Donnay », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 21 avril 2007,

M. De Behault, François Nicolas Adrien Louis Joseph Marie Ghislain, écuyer, né à Uccle le 6 janvier 1962, et

M. De Behault, Nicolas Christian Sophie Daniel Joseph Marie Ghislain, écuyer, né à Etterbeek le 30 novembre 1991, et

M. De Behault, Gatien Didier Segolène Jean Joseph Marie Ghislain, écuyer, né à Etterbeek le 22 février 1994, et

le nommé De Behault, Constantin Géraud Marie Sophie Albert Joseph Ghislain, écuyer, né à Etterbeek le 6 septembre 1996, et

la nommée De Behault, Sixtine Anne Gauthier Antoinette Joséphe Marie Ghislaine, née à Etterbeek le 6 septembre 1996,

tous demeurant à Villers-le-Bouillet, sont autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « de Behault », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2007/09401]

**Wet van 15 mei 1987  
betreffende de namen en voornamen. — Bekendmakingen**

Bij koninklijk besluit van 21 april 2007 is machtiging verleend aan de heer Ntwali Maninga, Ghislain Christian, geboren te Walungu (Democratische Republiek Kongo) op 14 augustus 1980, wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Donnay » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 21 april 2007 is machtiging verleend aan de heer De Behault, François Nicolas Adrien Louis Joseph Marie Ghislain, jonkheer, geboren te Ukkel op 6 januari 1962, en

de heer De Behault, Nicolas Christian Sophie Daniel Joseph Marie Ghislain, jonkheer, geboren te Etterbeek op 30 november 1991, en

de heer De Behault, Gatien Didier Segolène Jean Joseph Marie Ghislain, jonkheer, geboren te Etterbeek op 22 februari 1994, en

de genaamde De Behault, Constantin Géraud Marie Sophie Albert Joseph Ghilain, jonkheer, geboren te Etterbeek op 6 september 1996, en

de genaamde De Behault, Sixtine Anne Gauthier Antoinette Joséphe Marie Ghislaine, geboren te Etterbeek op 6 september 1996,

allen wonende te Villers-le-Bouillet, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « de Behault » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.